

JEUDI 19 NOVEMBRE 2015

"En route vers la dépression économique finale."

- = Comment se développera la dépression 2.0 (Michael Pentto) p.2
- = Pétrole: l'Arabie saoudite en guerre contre le pétrole de schiste US p.5
- = Afrique : la débandade des investissements chinois... (Patrick Reymond) p.5
- = Le "Peak Everything" (ou la fin des haricots) p.6
- = Comment la BCE manipule les cours de la dette publique de la zone euro (P. Herlin) p.12
- = Dette du secteur pétrolier : un désastre à venir pire que les subprimes (Jiom Rickards) p.13
- = Banques centrales, politique étrangère... Pourquoi ? (Bill Bonner) p.16
- = Se préparer aux risques est plus logique que les nier!! (Charles Sannat) p.19
- = La production mondiale de charbon décline enfin p.23
- = Niveau de vie : la nouvelle hiérarchie des grands pays (Jean-Marc Vittori) p.26
- = L'accommodation des restes ou l'art du réchauffé (Thomas Veillet) p.29
- = La «vraie» menace pour la Bourse p.33
- = Les banquiers centraux ... qui croit encore ce qu'ils disent? p.35
- = LA FLEXIBILITÉ TOUTE POLITIQUE DU PACTE DE STABILITÉ (François Leclerc) p.36
- = Le volume de fret ferroviaire chinois diminue davantage en octobre p.38
- = Philippe Béchade: Plus ça va mal et plus les banques centrales vont se montrer proactives (vidéo) p.39
- = États-Unis: le bénéfice net de Walmart a reculé de 11 % pour le troisième trimestre p.39
- = Le climat dépend des êtres vivants, cela nous intéresse p.40
- = La reprise économique en images p.41



PHOTO du JOUR



Montréal Photo: J-P L. 2015

Comment se développera la dépression 2.0



Michael Pento
Delta Global Advisors

Publié le 18 novembre 2015

Ceux qui ont placé tous leurs espoirs sur une reprise économique qui émanerait des devises fiduciaires gouvernementales recevront bientôt une grosse claque. La contrefaçon colossale dont sont coupables les banques centrales, ainsi que les déficits gouvernementaux gargantuesques, ont eu une influence baissière sur les moyennes majeures, qui sont maintenant inchangées sur l'année. Les politiques de taux d'intérêt négatifs ou à zéro pourcent, ainsi que la manipulation sans précédent des taux d'intérêt, ont soutenu les marchés boursiers du monde. Il n'en est pas moins que nous n'ayons pas assisté à une croissance robuste du PIB depuis huit ans.

Les prix des actions sont aujourd'hui complètement déliés des activités économiques, et la récession des revenus des corporations et de la croissance des bénéfices exacerbe cette condition de surévaluation. Ajoutez à cela le fait que les bénéfices ont été manipulés à la hausse par Wall Street et ses prouesses dans l'art de la gestion financière, et vous avez un cocktail explosif.

Je reste d'avis que nous allons droit vers le chaos. Voici comment je pense que les événements se dérouleront :

A l'échelle globale, les banques centrales ont adopté des objectifs d'inflation, et continuent de dire que ces objectifs n'ont pas été atteints. C'est parce que les gouvernements ne mesurent pas l'inflation correctement. Il n'en est pas moins qu'une majorité de la monnaie nouvellement créée ait été directement forcée vers le secteur immobilier, vers les actions et vers les obligations par les institutions financières. Les actifs des riches ont gonflé, et l'écart entre les riches et les pauvres s'est élargi. Et parce que nos législateurs économiques confondent croissance et inflation, leur incapacité à achever leurs objectifs d'inflation est perçue comme étant la raison principale pour laquelle la croissance est restée hors de portée.

Pour maintenir l'inflation au-dessus de l'objectif de 2%, le système bancaire privé aurait dû pouvoir offrir du crédit à des clients handicapés par la dette, ce qui est impossible à moins que se développe une croissance réelle des salaires, qui chutent maintenant depuis des décennies, ou que se présente une baisse du niveau d'endettement des consommateurs.

Les banques centrales auraient donc dû injecter du crédit directement sur le

comptes en banque des consommateurs tout en forçant les taux d'intérêt à la baisse jusqu'à ce qu'ils entrent en territoire négatif. Afin que cela puisse fonctionner, elles auraient également dû interdire les devises physiques. Aucune banque centrale n'a pour le moment osé mettre en place des politiques si drastiques pour atteindre ses objectifs d'inflation... bien que si elles l'avaient fait, le caractère irréversible de l'inflation serait garanti.

Les gouvernements ne sont pas parvenus à atteindre leurs objectifs d'inflation et de croissance au travers des stratégies « conventionnelles » de dépréciation de devises et de manipulation de la courbe des rendements. L'un des problèmes principaux étant qu'un taux de croissance du PIB chroniquement faible débouche sur une assiette fiscale insuffisante face à la hausse de la dette et du déficit. Le Japon est l'exemple parfait de la stratégie de production de croissance au travers de l'inflation : la nation souffre de sa troisième récession depuis 2012, malgré les efforts monumentaux du Premier ministre Abe de réduire la valeur du yen et augmenter le déficit gouvernemental.

Les fortes hausses du niveau de dette gouvernementale ont historiquement fait grimper les rendements des dettes souveraines et rendu impossible le remboursement de la dette. La récente crise européenne en est le parfait exemple : En 2012, les crédateurs ont commencé à se montrer méfiants face aux pays connus sous l'acronyme PIIG (Portugal, Irlande, Italie et Grèce) et leur capacité à rembourser leur dette. En conséquence, leurs crédateurs ont fait flamber les taux d'intérêt pour refléter le risque de leur défaut potentiel. Au Portugal, les obligations sur dix ans sont passées de 5 à 18% alors que la relation entre la dette gouvernementale et le PIB passait de 70 à 130%. Mais grâce à la politique de rachat de dette portugaise de la BCE, ces rendements se situent aujourd'hui autour de 2,7%.

La BCE, la Banque du Japon et la Banque populaire de Chine ont déjà promis aux marchés qu'elles maintiendraient les taux d'emprunt à un niveau très bas afin d'échapper à une crise de la dette par l'inflation. C'est pourquoi Mario Draghi a promis de faire « tout le nécessaire » pour stabiliser les rendements des obligations. Cette promesse d'usurpation du contrôle des marchés souverains de la dette se répand aujourd'hui tout autour du globe.

La Réserve fédérale rejoindra ces autres banques centrales une fois qu'une récession deviendra manifeste aux Etats-Unis, même aux yeux économiquement aveugles du membre du FOMC. Cette épiphanie se produira lorsque le déficit gouvernemental sera de nouveau gonflé d'un trillion de dollar. A ce moment-là, les banques centrales majeures monétiseront une majorité, voire l'intégralité, de

l'émission de dette souveraine.

La stratégie qui favorise la déflation en faveur du rééquilibrage de la dette et du retour des prix des actifs jusqu'à un niveau d'équilibre est devenue l'anathème des dirigeants à l'échelle globale, parce que la dépression temporaire qui en découlerait serait politiquement insoutenable. C'est pourquoi les membres des gouvernements restent attachés à des stratégies erronées et continuent de tenter de créer une croissance viable du PIB au travers d'une dépréciation prodigieuse des devises, et une manipulation des taux d'intérêt et de l'inflation.

Afin de faciliter cette stratégie d'inflation, les banques centrales, en coopération avec les gouvernements, sont passées d'une stratégie de contournement du système bancaire à une monétisation directe de la dette. Le destin tragique des gouvernements insolvables est le développement d'une inflation irréductible.

Et cette instance de dépassement de leurs compétences par les banques centrales n'est pas l'analyse décousue d'un oiseau de malheur. Le nouveau conseiller du Fonds monétaire international, [Maurice Obstfeld](#), a appelé à une intervention non-conventionnelle lors de la [conférence annuelle du FMI pour la recherche](#). Ce responsable économique du nouvel ordre mondial a décrété s'inquiéter de la déflation à l'échelle globale. « Il est peut-être temps de prendre des mesures extraordinaires. A taux zéro, nos options sont limitées. Afin de faire passer l'inflation à 2% dans les pays développés, il faudrait peut-être considérer viser au-dessus des 2%. »

Et si son discours n'était pas suffisamment explicite, voici l'extrait d'un article rédigé par Adair Turner, membre du Conseil de politique financière de la Banque d'Angleterre, qui pense lui-aussi que les banques centrales devraient explorer la possibilité de financer directement les dépenses gouvernementales. Extrait du Wall Street Journal :

« L'une des possibilités qui s'offrent à nous est que les banquiers centraux financent ouvertement une hausse budgétaire en faisant constamment croître la masse monétaire. Le Japon sera forcé d'employer une politique similaire d'ici cinq ans, et cette politique devrait devenir un outil bancaire standard pour les économies en stagnation. »

Toutes les conditions sont désormais en place pour que puisse se développer une stagnation à l'échelle mondiale. Les gouvernements insolvables comme les banques centrales ont désormais la volonté de faire grimper les déficits gouvernementaux au travers de la monétisation permanente de la dette. Malheureusement, les conditions monétaires et fiscales nécessaires au chaos financier sont maintenant présentes. Tout n'est plus qu'une question de temps. Et

malheureusement, du temps, nous n'en avons plus beaucoup.

Pétrole: l'Arabie saoudite en guerre contre le pétrole de schiste US

BusinessBourse et Sputniknews Le 19 nov 2015



L'Arabie saoudite poursuit sa guerre économique sur le marché pétrolier avec les entreprises américaines. Le but du royaume est de protéger sa part et de rendre plus difficile les affaires des producteurs américains de pétrole de schiste, estime l'édition Forbes.

Le marché du pétrole semble voir une nouvelle étape de la lutte entre les entreprises saoudiennes et américaines. L'Arabie saoudite a déjà dépensé près de 100 milliards de dollars de ses réserves de devises internationales, ce qui a permis d'obtenir un certain résultat.

La décision saoudienne de ne pas baisser le niveau de production pétrolière a provoqué le recul du prix du pétrole de type Brent et WTI. Cependant, pour gagner cette lutte avec les Etats-Unis, le royaume sera obligé de dépenser plus.

L'Arabie saoudite a l'intention de doubler les enjeux à l'aide d'emprunts. Selon les données du Financial Times, le pays est prêt à entrer dans les marchés mondiaux de titres afin d'attirer des ressources financières pour intensifier la rivalité avec ses concurrents américains.

Par ailleurs, l'Arabie saoudite a besoin de ces emprunts parce qu'elle subit de graves problèmes financiers, notamment liés aux restrictions budgétaires. Dans le même temps, aujourd'hui, dans leur lutte acharnée avec le pétrole de schiste américain, les Saoudiens ne peuvent se prévaloir que de petites victoires, conclut l'édition.

Source: [sputniknews](#)

Afrique : la débandade des investissements chinois...

Patrick Reymond 18 novembre 2015

Les investissements chinois s'effondrent en Afrique, comme je l'avais déjà signalé, même si la contraction n'atteint "que" 40 %.

On nous avait annoncé un pt'it -84 %. Mais les 40 % signalés le sont "en glissement".

Même le mode de fonctionnement des investissements chinois semble en porte-à-faux : ils investissaient souvent en échange d'un pourcentage de la production...

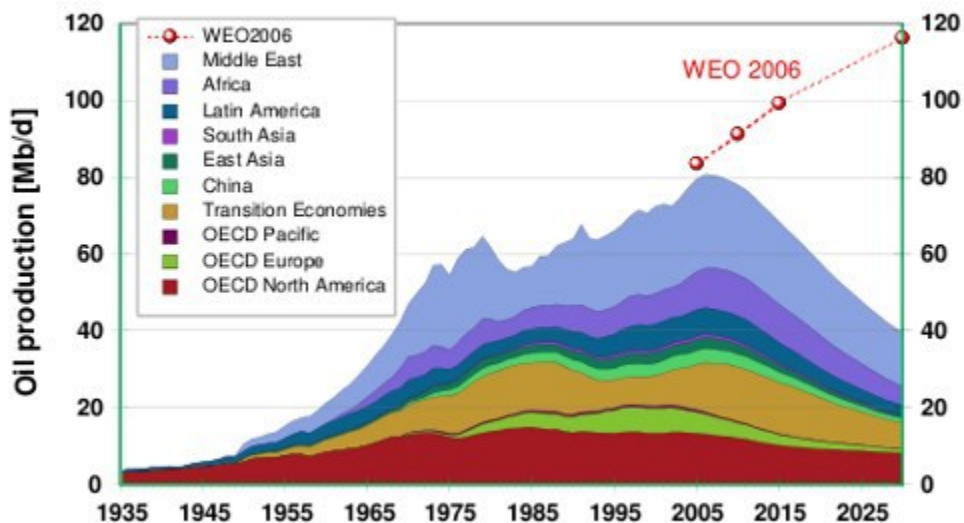
Quand l'investissement s'arrête, cela veut dire, comme dans le cas du pétrole, que la production s'arrête, à terme...

Mais finalement, le "**peak everything**" n'aura peut-être pas lieu, contrairement au pic des énergies, parce-que sans énergie pas besoin de métaux...

Le "Peak Everything" (ou la fin des haricots)

Le blog de SuperNo Posted on [19 janvier 2012 - 22:11](#) (Vu 13286 fois)

Figure 7: Oil production world summary



Je vous bassine depuis cinq ans avec le Peak Oil, qui devait entraîner à court ou moyen terme la chute de l'économie mondiale et la fin de la doctrine croissanciste.

Mais à y regarder de plus près, ce n'est pas la seule pénurie qui nous guette. Conséquence directe de la croissance mondiale infernale, d'autres ressources vont rapidement venir à manquer. Oh, pas forcément en même temps. Mais en l'espace de 2 ou 3 décennies, nombre de ressources indispensables à la conservation de notre niveau de vie vont devenir plus rares, et ne pourront plus être exploitées en

quantité suffisante.

Pour ceux qui auraient pris le train en marche, deux notions de base, niveau maternelle moyenne section. On remarquera au passage que 99.9% de nos politiciens, dont certains ont pourtant fait toutes les études que l'on peut faire (Normale Sup, l'ENA, Polytechnique...) n'ont toujours pas compris ces notions.

1) **Il n'y a pas de croissance infinie dans un monde fini.** (les seuls à penser le contraire sont les fous, les économistes, mais aussi les politiciens et les médias qui leur servent la soupe). En maths, une exponentielle monte jusqu'au ciel. Sur terre, il y a un plafond avant, sur lequel la croissance est déjà en train de se fracasser.

2) (C'est un peu plus dur, mettons niveau CE2). **Toute consommation d'une ressource finie passe par un maximum, après lequel elle ne peut que décroître pour finalement tomber à 0.** Dans un ancien billet, je prenais l'exemple de quelqu'un qui fait pipi : la capacité de sa vessie étant finie, il pourra s'efforcer tant qu'il peut d'augmenter le débit, à un moment le jet se mettra à décroître avant de s'arrêter inexorablement. Le maximum du débit, c'est ce qu'on appelle le "Pic". En rosbif "Peak".

Le pic ne signifie évidemment pas la fin de la production. Simplement, les prix montent, et puisque toute la demande ne peut plus être honorée, toute croissance devient impossible.

Les estimations des pics ne sont certes pas précises à la minute. Et elles varient en fonction des sources. Là encore, la malhonnêteté, la corruption et la propagande jouent un grand rôle. Une grande compagnie pétrolière ne va évidemment pas avouer que son business va décliner et s'arrêter dans quelques années : pour protéger ses actionnaires, elle va surestimer ses réserves et soudoyer des experts véreux pour accréditer ses bobards.

Pour éviter ce piège, je me suis basé sur les travaux d'un groupe indépendant allemand, l'Energy Watch Group. <http://www.energywatchgroup.org/>

Le Pic pétrolier (Peak Oil)

J'en ai déjà beaucoup parlé, alors je vais faire bref. Selon les spécialistes indépendants, le pic a déjà été atteint, et nous sommes dans la phase de plateau qui précède la chute. La production mondiale plafonne à 82 millions de barils par jour. On a commencé à taper dans les stocks pour faire descendre un prix qui a repris le chemin inexorable de la hausse. Le pétrole le plus facile à pomper l'a déjà été. En 2030, la production mondiale devrait avoir diminué de moitié...

En ce début d'année, on nous annonce que le record du prix de l'essence a été battu en France. Et ce n'est que le début...

Le pic gazier (Peak Gas)

Le gaz, auquel la pub de GDF-SUEZ accole systématiquement l'adjectif "naturel" pour lui donner une image dans l'air du temps, est, exactement comme le pétrole, une ressource fossile non renouvelable, qui a mis des millions d'années à se former, et que nous allons bouffer en l'espace de 200 ans. La consommation mondiale de gaz a doublé depuis 30 ans, et la courbe reste résolument à la hausse. Les corrompus des pays producteurs (Russie, Qatar...) s'en mettent actuellement plein les fouilles, étalant leur richesse écœurante dans le monde entier.

Le gaz est notamment présenté comme la meilleure solution pour prendre la relève du nucléaire discrédité. C'est ce qui se passe par exemple au Japon, où la quasi-totalité des centrales nucléaires ont fermé depuis Fukushima, et où le gaz importé a pris la relève.

Aujourd'hui, les estimations de la date du "Peak gas" sont entre 2020 et 2030. Demain, donc.

Le pic de charbon (Peak Coal)

Là c'est la surprise. On croyait en avoir encore pour 100 ou 200 ans, mais selon l'Energy Watch Group, c'est vers 2025 que l'extraction de charbon atteindra son pic, 30% au-dessus de la situation actuelle...

Le pic d'uranium (Peak Uranium)

Bien sûr la cata de Fukushima a provisoirement calmé les ardeurs atomiques. Mais ne vous y trompez pas : les affaires vont reprendre. Les centrales françaises ont été déclarées "sûres", malgré la démonstration de Greenpeace qu'un groupe de piétons même pas armé pouvait s'y introduire comme dans un moulin. Il est probable que toutes les autres affirmations (concernant par exemple une chute d'avion ou un tremblement de terre) soient tout aussi pipeautées, et qu'il faudra hélas attendre un accident majeur pour sortir les idéologues incapables et corrompus qui nous gouvernent (et ceux qui vont leur succéder dans quelques mois) de leur aveuglement.

Selon le "Energy Watch Group" le pic d'uranium est prévu vers 2035. Une énergie d'avenir, assurément...

Le Pic métallique (Peak Metal)

Là aussi j'en ai déjà parlé. La "croissance" implique une consommation toujours plus forte de métaux. On croit qu'il s'agit là de ressources infinies. Comme pour le pétrole, on a commencé par extraire ce qui était le plus facile. La teneur en métal du minerai diminue irrémédiablement.

Et pour bon nombre d'entre eux, y compris parmi les plus usuels (cuivre, nickel, zinc, plomb, étain...), le pic est tout proche proche. Vingt ans, trente ans. Demain, quoi. Même si le recyclage permet de réutiliser au lieu d'extraire, il est loin d'être

total. Lire à ce sujet le livre très documenté de Philippe Bihouix et Benoît de Guillebon : [“Quel futur pour les métaux”](#).

Le pic électrique (Peak Electricity)

C'est tout simplement la conséquence des pics précédents. L'électricité n'est pas une énergie primaire, et il faut la produire. Or les quatre principaux moyens de production actuels (charbon, gaz, pétrole, uranium) vont commencer à manquer. Même si un jour peut-être on arrivera à produire suffisamment d'électricité avec d'autres sources, cela prendra un temps énorme, et le mal sera fait.

D'autant que certains misent sur l'électricité pour remplacer les autres énergies... Pour les voitures, par exemple. Ce qui là encore ne se fera probablement pas. À court terme, elles ne sont pas au point. À moyen terme, les capacités de production de lithium feront un goulot d'étranglement. Et à long terme il n'y aura plus assez d'électricité...

Autre “détail” : le pétrole sert aussi à fabriquer une foule de choses, comme du plastique et des engrais, que l'électricité ne remplacera jamais.

Le pic du sol (Peak Dirt)

J'observe tous les jours avec effarement l'avancée de l'urbanisme stupide (garages, centres commerciaux) dans l'est de Metz. Et s'il n'y avait qu'à Metz... C'est partout pareil. On nous parle de récession, de chômage, mais de nouvelles surfaces commerciales continuent à s'installer à un rythme démentiel. Sans négliger les lotissements. On estime que tous les 10 ans, c'est l'équivalent de la surface d'un département qui disparaît en France.

Saturés d'engrais, de pesticides, les sols s'appauvrissent. Alors on met plus d'engrais... Sauf que l'engrais est principalement dérivé du pétrole. On ne s'en sortira pas... Alors les pays qui disposent de pognon vont jusqu'à acheter des terres à l'étranger, [notamment en Afrique](#), où l'on crève pourtant déjà de faim.

Le pic de l'eau (Peak Water)

Ah, de l'eau il y en a. Le problème, c'est qu'il va être de plus en plus difficile de trouver de l'eau en général, et de l'eau potable en particulier.

La première conséquence de la “croissance” est d'augmenter les besoins en eau. Une autre est la quantité phénoménale de saloperies disséminées dans l'air et dans l'eau. Engrais, pesticides, médicaments, rejets industriels, métaux lourds...

À titre d'exemple, [le seul rejet dans le Rhône de quantités infimes de PCB](#)

(substance plus connue sous le nom de “Pyralène”, entrant dans la composition de vieux transformateurs électriques) a suffi pour rendre les poissons qui y vivent impropres à la consommation, et pour une durée indéterminée !

Des phénomènes similaires guettent toutes les sources d'eau. On connaît le phénomène des algues vertes en Bretagne, mais ce qu'on sait moins, c'est que

dans de nombreux cas, l'eau du robinet est tellement chargée en nitrates qu'elle n'est plus potable. Et depuis longtemps. Alors les Bretons boivent de l'eau en bouteille. Dont les taux de nitrates augmentent aussi...

Enfin, conséquence du réchauffement climatique, des zones de plus en plus étendues, qui sont déjà parmi les plus déshéritées, vont souffrir de sécheresse. Avec son cortège d'enfants morts et d'émigration forcée.

1.8 milliard de personnes souffriront en 2025 d'une insuffisance d'approvisionnement en eau.

Le pic du maïs (Peak Corn) et le pic du riz (Peak Rice)

Là encore ce sont d'abord des conséquences des pics précédents. Moins de terres cultivables, moins d'eau = moins de céréales, c'est mathématique.

Autre problème, la tendance néfaste à utiliser des denrées alimentaires pour faire du carburant. On préfère gaspiller du maïs ou du blé pour faire de l'éthanol (avec un rendement minable) tout en sachant que des gens vont en crever.

Autre effet pervers, on préfère désormais remplacer les cultures de céréales par du palmier à huile. Cette saleté ne sert pas seulement à créer la "matière grasse végétale", produit bon marché qui bouche les artères et qui est présent dans la quasi-totalité de la bouffe industrielle, base de l'alimentation occidentale, c'est aussi un "bio-carburant"...

On pourrait faire des centaines de pages sur le sujet. Mais j'ai fait court, ce n'est qu'un billet de blog.

Je suppose que comme moi vous écoutez d'une oreille consternée le simulacre désolant de "campagne électorale" que nous vivons actuellement. Un combat de coqs arrogants et ridicules, aussi ambitieux qu'incompétents. Avec la complicité des médias dominants, ils n'ont pas leur pareil pour mettre en lumière des problèmes ineptes, sans intérêt, ou parfaitement mineurs. Un "sommet social" grotesque, la suppression du quotient familial, le mariage homosexuel, la taxe sur le coca... J'en passe et des bien pires.

Tous les candidats dits "principaux" sont d'accord sur tout, à commencer par deux choses : "La croissance®", et l'obligation de rembourser une dette induite contractée à taux usuraires, quitte à sacrifier les finances publiques et la vie de leurs électeurs. Des larbins.

Enfermés avec nous dans la cage des financiers, n'envisageant à aucun moment d'en sortir, mais prétendant que, à condition de diminuer de moitié notre consommation de grain et de doubler notre production d'œufs, nous courrons bientôt libres dans les champs.

Elle est où, l'écologie dans cette campagne de merde ? Nulle part ! Disparue ! La

finance a tout bouffé. Le peu qui reste sera consacré à l'insécurité, aux promesses à crédibilité nulle sur "l'emploi" ou le "pouvoir d'achat".

Oh, il y a bien une candidate "écologiste" officielle, Eva Joly. Sauf que tout ce qu'elle pourrait dire est tourné en ridicule. D'ailleurs elle ne dit rien, où alors sur des sujets... euh... hors sujet. Des jours fériés pour d'autres religions...

Passionnant... Il semble qu'on tente actuellement de la "ramener à la raison" et abandonner purement et simplement sa candidature, pour ne pas risquer la déroute financière pour le cas de plus en plus probable où elle ne dépasserait pas les 5%... Les électeurs "zécolos" seraient alors priés de voter Mimolette dès le premier tour, et de valider, outre la soumission absolue aux banksters, la poursuite dans la voie sans issue de la "croissance", le tout-nucléaire, sans oublier d'avaler la pilule de l'Ayraultport, symbole de la bêtise et de l'incompréhension de l'avenir du monde.

Il y a aussi Mélenchon. Sauf que ses convictions écologiques sont à géométrie variable. Et je ne parle même pas du nucléaire... Il est bien entouré, mais qui écoute-t-il ?

L'écologie, il en parle en meetings, ou en petit comité. Par contre, dans les grands médias, l'écologie disparaît. Pas un mot tout au long des deux heures de son émission sur France 2. Ce n'est pas un sujet porteur. Mélenchon, son truc, c'est le social. On dirait un peu un mélange de Mitterrand et de Marchais en 1980.

Changer la vie, prendre aux riches pour donner aux pauvres, aux patrons pour donner aux ouvriers... On a vu le résultat. Des décennies de protestation dans le vide ont fait le lit du libéralisme et assuré son triomphe absolu.

Mais expliquer que le "pouvoir d'achat" a lui aussi atteint son pic, et qu'il vaudrait mieux s'adapter au monde qui vient en reprenant une vie plus sobre, c'est un coup à perdre des élections...

Pas plus tard que l'an dernier, Sarkozy, ce dangereux guignol, avait bien résumé la situation : [l'environnement, ça commence à bien faire](#).

Pourtant, le tableau est apocalyptique : il est désormais certain que les problèmes dus au tarissement de l'approvisionnement en pétrole se feront sentir bien avant la fin de cette décennie. Que de nouvelles guerres sont à prévoir pour se disputer les dernières gouttes. Que des tentatives désespérées pour pallier ce manque en tirant davantage sur le gaz ou le charbon auront pour résultat une nouvelle pénurie moins de 10 ans plus tard.

En même temps que la terre ne pourra plus nourrir les 8 milliards d'humains, dont un quart manquera d'eau. Le manque de métaux sera alors une cerise sur le gâteau de la catastrophe intégrale.

Il est hélas certain que d'ici là, l'économie, entièrement bâtie sur la possibilité de

disposer d'énergie abondante et bon marché, et déjà mise à genoux par le racket de la finance, sera totalement par terre.

Qui s'en préoccupe ? Personne ! Pourtant, des politiciens surdiplômés, entourés d'une armée de conseillers, n'auraient aucun mal à être mieux informés qu'un petit blogueur armé de sa seule jugeotte et de sa curiosité à farfouiller sur Internet...

Nos (ir)responsables nous bassinent avec leur propagande libérale, réclament des "baisses de charges", la suppression du code du travail... Ne parlent que de concurrence et de productivité. Nous poussent à con-sommer. Toujours plus. N'importe quoi. Continuent à implorer un chimérique "dieu croissance".

Des fous, des aveugles, des drogués.

[Comment la BCE manipule les cours de la dette publique de la zone euro](#)

Philippe Herlin 19 novembre 2015 GoldBroker.fr

Nous avons déjà parlé du risque d'illiquidité qui augmente sur les marchés : désormais il commence à toucher même les compartiments les plus liquides comme la dette souveraine des grands pays. Cette situation peut paraître paradoxale puisque la BCE, avec son QE, injecte 60 milliards d'euros tous les mois sur les marchés de la dette publique européenne, voilà qui devrait au contraire réduire le risque d'illiquidité ! Mais précisément, ces achats massifs assèchent le marché : la BCE se sert et les autres prennent ce qui reste.

Une récente enquête sur la dette française le confirme. S'il n'y a rien de grave pour le moment, on note un début de détérioration : la liquidité des OAT (emprunts à long terme, de 5 à 50 ans) et des BTAN (moyen terme, de 2 à 5 ans) est jugée "très satisfaisante" à 51,5%, contre 62% l'an dernier, tandis que pour les obligations indexées sur l'inflation, les avis négatifs ("plutôt pas satisfait" ou "pas satisfait du tout") passent de 18,9% à 28,4%. Le poids pris par la BCE en 2015 en raison de son programme d'achats d'actifs (QE) explique en grande partie cette évolution inquiétante. En intervenant sur les marchés avec une telle puissance de feu, elle évince les autres acteurs pour qui il devient plus difficile d'acheter et de vendre aussi rapidement et facilement qu'auparavant.

Cette illiquidité produit naturellement une augmentation de la volatilité des prix, que l'on constate sur les marchés des actifs financiers, notamment depuis l'été dernier. L'équilibre entre l'offre et la demande se produit de façon plus heurtée, avec de brusques mouvements de prix. La BCE obtient ainsi l'inverse de ce

qu'elle recherche : plus de risque et plus d'instabilité. Les marchés financiers deviennent plus fragiles, plus exposés à une crise.

Surtout ne croyez pas que cet échec flagrant amène Mario Draghi, le président de la BCE, à réduire ou à stopper son plan de rachat de dette publique européenne. Au contraire, des rumeurs insistantes évoquent une augmentation du QE ! A ce niveau de bêtise il faut se poser une question : et si la volonté d'évincer les acteurs privés procédait d'une action planifiée ? La volatilité dissuade et fait fuir les investisseurs "normaux", ceux de moyen et long terme, ceux qui peuvent peser sur la tendance par leurs choix et leur analyse, elle n'attire plus que les hedge funds qui interviennent ponctuellement et au gré des circonstances. Dans une telle configuration, qui ferait de la BCE le principal investisseur de long terme, la manipulation des cours devient une chose aisée. Le voici peut être l'objectif caché. Contrôler et soutenir la valeur des dettes publiques de la zone euro, y compris en cas de future crise. Un peu comme les grandes banques américaines contrôlent et manipulent le cours de l'or via le COMEX et ses montagnes d'or papier (mais plutôt à la baisse dans ce cas).

Le QE de la BCE servirait ainsi à tuer le marché de la dette publique de la zone euro, du moins à l'amoindrir, à le contrôler, à le "protéger" en cas de crise, à soutenir artificiellement les cours si les investisseurs se mettaient à douter. Ce type de manœuvre, on le sait, ne sert qu'à repousser l'échéance, à créer des bulles et à provoquer des crises encore plus sévères, mais en attendant Mario Draghi peut croire, et faire croire, qu'il maîtrise la situation.

La reproduction, intégrale ou partielle, est autorisée dès lors que "www.GoldBroker.fr/ tous droits réservés" est mentionné accompagné d'un lien vers cette page.

Dette du secteur pétrolier : un désastre à venir pire que les subprimes

Jim Rickards publié sur: or-argent.eu 19 novembre 2015

« La chute du cours du pétrole d'environ 100 \$ le baril à 40 et à 60 \$ représente une baisse de minimum 40 %. Il s'agit d'un mouvement extrême qui ne s'est produit qu'à trois reprises durant les 70 dernières années.

Le pétrole et les autres matières premières sont des actifs volatiles mais cela ne signifie en aucun cas qu'il s'agit d'une fluctuation normale. Cela correspond à une baisse de 8000 points du Dow Jones.

Lorsque le brut a commencé à s'effondrer, la surprise fut totale. Personne ne s'y

attendait, à l'exception peut-être de la poignée de gens qui y travaillaient en coulisse.

Lorsque le cours du pétrole est passé de 100 à 60 \$, un mouvement extrême comme je l'ai dit, les gens ont dit que la prochaine étape est à 50 \$, puis 40 \$, puis 30 \$. Tous les scénarios sont à considérer mais il semble que le pétrole oscillera aux alentours des 60 \$. Il y aura des mouvements de hausse et de baisse mais le prix devrait se fixer autour de 60 \$. Un niveau néanmoins suffisant pour faire énormément de dégâts.

Pourquoi tabler sur 60 dollars ? J'avance ce chiffre non pas parce que je pense être plus intelligent que les autres analystes ou parce que je possède une boule de cristal mais j'ai eu l'opportunité de parler à de nombreux professionnels de ce secteur qui eux tablent sur 60 \$ le baril.

Des raisons concrètes pour expliquer la chute du cours du pétrole

Il est évident que l'Arabie Saoudite est le fournisseur clé. Ce pays influe sur les volumes produits. Il connaît sur le bout des doigts la situation mondiale du secteur.

Grâce à la révolution de la fracturation hydraulique aux Etats-Unis : ils ont noté que les États-Unis sont devenus le plus gros producteur d'énergie du monde proches de devenir un exportateur net. Pourtant, s'il est clair que l'économie américaine est plus vigoureuse que celle de bien d'autres pays, le ralentissement économique mondial est bien une réalité. L'Arabie Saoudite se rend bien compte que l'économie ralentit. La question étant de déterminer l'ampleur de ce ralentissement et l'attitude à adopter.

Si l'Arabie Saoudite ne peut pas se débarrasser de la fracturation hydraulique, elle peut au moins mettre en faillite un grand nombre de sociétés du secteur ou leur mettre des bâtons dans les roues. Comment le faire ? En poussant le cours du pétrole à des niveaux assez bas afin de faire mal au secteur de la fracturation hydraulique, aux coûts de production plus élevés.

Le pouvoir de l'Arabie Saoudite réside dans sa capacité d'extraire du pétrole bon marché. Cela ne leur coûte que quelques dollars pour produire un baril. Les champs furent découverts, explorés et forés il y a des décennies toute l'infrastructure est en place. De ce fait, l'Arabie Saoudite continue de gagner de l'argent, même à 40 \$ ou 30 \$ le baril. Bien entendu, son bénéfice en pâtit.

En théorie, il y a un chiffre assez bas pour faire mal au secteur de la fracturation hydraulique tout en étant assez élevé pour les Saoudiens. Ce chiffre qui provient d'une source très fiable est de 60 \$. Suffisant pour engendrer des faillites mais

assez élevé pour ne pas mettre en danger l'économie de l'Arabie Saoudite.

Les pertes à venir du secteur de la fracturation hydraulique

Les pertes commencent seulement à apparaître et finiront par se manifester là où on ne les attendait pas. Les premières pertes apparaîtront dans les obligations pourries (junk bonds). Le secteur alternatif de l'énergie a emprunté pour 5,4 trillions de dollars durant les cinq dernières années pour mettre en place l'infrastructure, explorer et forer les champs. Lorsque je parle de secteur alternatif de l'énergie, je parle du secteur de la fracturation hydraulique, qui se trouve principalement dans Bakken, le Dakota du Nord mais aussi au Texas et en Pennsylvanie. (...)

Lorsque de nombreux producteurs se sont présentés devant les banques pour obtenir des crédits, les modèles du secteur pétrolier tablaient sur des cours du pétrole de 80 à 150 \$ le baril. (...) Aucune société n'a emprunté de l'argent en pensant pouvoir engranger des profits avec un baril à 50 \$.

Il y aura donc une quantité appréciable de dette qui ne pourra être remboursée. Combien ? Nous entrons désormais dans le domaine des spéculations ; je pense que cela pourrait atteindre 50 % du montant total mais soyons prudents et partons sur base d'un scénario de 20 %. Soit un trillion de dollars de pertes qui ne sont pas intégrées par les marchés.

L'explosion du marché des subprimes en 2007 ? De la petite bière !

Faisons désormais un bond dans le passé, jusqu'à 2007. Le montant total de crédits subprimes et Alt-A s'élevait à environ un trillion de dollars. Les pertes de ce secteur ont dépassé allègrement les 20 %. Il s'agissait donc d'un marché d'un trillion de dollars qui a encaissé des pertes de 200 milliards.

Ici nous parlons d'un marché de cinq trillions avec des pertes d'un trillion en dette non remboursée, sans prendre en compte les produits dérivés. Il s'agit donc d'un fiasco à venir bien plus grave que la crise des subprimes qui a fait plonger l'économie en 2007. (...)

Même à 60 \$ le baril (note : et on en est loin aujourd'hui), les conséquences seront bien plus graves que celle de 2007. Il s'agit d'un désastre en attente mais en plus des créances douteuses, il y a les dérivés.

Certaines sociétés vont tomber en faillite. Ce qui signifie des pertes boursières pour les sociétés qui ne s'étaient pas assurées contre ce risque. De nombreuses sociétés feront ensuite défaut sur leur dette, qu'il s'agisse d'obligations pourries ou

de crédits bancaires.

Certaines sociétés parviendront à s'en sortir car elles avaient acheté des produits dérivés pour se protéger mais la question est de savoir désormais qui est la contrepartie... Rappelez-vous la crise immobilière. Nous savons aujourd'hui que dans la plupart des cas, la contrepartie était AIG.

AIG était un assureur vieux de 100 ans qui avait fait le pari que le prix de l'immobilier ne baisserait pas. Un pari auquel participait aussi Goldman Sachs et bien d'autres institutions. Lorsque le prix de l'immobilier s'est mis à baisser, tout le monde s'est tourné vers AIG pour obtenir son chèque.

AIG fut dans l'incapacité de payer et dut donc être renfloué par le gouvernement américain à hauteur de 100 milliards de dollars. Nous faisons face à une situation similaire aujourd'hui. Ces paris ont été faits un peu partout car personne n'imaginait le pétrole atteindre 60 \$ le baril ou moins.

Les pertes commencent à se manifester, petit à petit. Je ne dis pas que ça arrivera demain mais nous sommes au début d'un désastre lancinant. (...)

Avec le baril à 45-55 \$, la plupart des petits producteurs ne sont pas rentables. Ils commenceront à faire défaut sur leur dette à la fin de 2015 ou début 2016. (...) »

Banques centrales, politique étrangère... Pourquoi ?

Rédigé le 19 novembre 2015 par Bill Bonner | La Chronique Agora

▪ Nous sommes revenu à Paris hier.

Le pays est toujours en état d'urgence. Un barrage policier, à hauteur de Dreux, arrêtait les voitures sortant de la ville. Environ 20 gendarmes entouraient les barrières, certains armés de mitraillettes. Ils examinaient les véhicules à la lueur d'une lampe-torche, demandant à ceux qu'ils voulaient voir de plus près de se garer sur le côté.

Paris est sur les nerfs. Depuis que la France a commencé à bombarder des sites en Syrie, les terroristes ont pris la ville comme cible privilégiée, selon les médias. Et avec plus de six millions de musulmans en France, Daesh a la main-d'oeuvre nécessaire pour mener des attentats.

Nos thèmes habituels sont l'économie... l'argent... la finance. Pas la politique. Mais ils sont entrelacés, comme une plante vénéneuse autour d'un cep de vigne. L'un produit des fruits comestibles ; l'autre peut être mortelle. Nous nous sommes demandé, par exemple, pourquoi la Fed poursuit des stratégies qui semblent ne

profiter qu'à une petite partie de la population tout en nuisant au reste. Est-ce de la politique ? Ou de l'économie ?

Nous pourrions nous poser la même question au sujet de la politique étrangère. Pourquoi les Etats-Unis se lanceraient-ils dans un programme coûteux consistant à semer le vent partout dans un Moyen-Orient déjà parcouru de tempêtes ? Après avoir aidé Al Qaeda à démarrer, de nombreux analystes tiennent les Etats-Unis pour responsables de la genèse d'ISIS, donnant même au groupe — par une incompetence criminelle, sinon par préméditation — ses dirigeants et quasiment toutes ses armes dignes de ce nom. Pourquoi feraient-ils une chose pareille ?

Le Français ou l'Américain moyen n'a rien à gagner de ces politiques — sinon des problèmes, qu'il s'agisse de se mêler d'économie ou de se mêler des affaires du Moyen-Orient. Et il n'y a pas de preuve d'issue positive... que ce soit dans le passé ou le présent. Pourtant, les autorités continuent. Pourquoi ? Se pourrait-il que ce ne soit pas simplement des erreurs ? Se pourrait-il qu'ils aient réellement eu l'intention de créer les phénomènes lamentables auxquels nous assistons actuellement ?

▪ **N'oublions pas l'économie réelle**

Nous reviendrons à cette question dans une minute. D'abord, nous notons qu'il n'y a quasiment pas eu de mouvement sur les indices majeurs ces derniers jours. L'actualité, en revanche, renforce notre point de vue : l'économie mondiale se traîne.

La production industrielle aux Etats-Unis a marqué un mois de déclin supplémentaire — produisant neuf mois de baisse sur 10 cette année.

En Inde, les exportations ont chuté pour le 11ème mois consécutif en octobre... le pays suivant ainsi la Chine et le Brésil sur le chemin du ralentissement.

Le prix de l'acier a perdu 55% depuis son sommet de 2011. Comme le pétrole, l'acier est un ingrédient clé de l'économie moderne. Quasiment tout ce que l'on fabrique utilise au moins un peu d'acier. La chute du prix traduit un manque de commandes... qui reflète le ralentissement de l'économie mondiale.

Cela montre aussi ce qui arrive lorsque les banques centrales truquent une économie. Leurs politiques de taux zéro ont engendré un boom qui a mené les fabricants à surestimer la demande... et les a poussés à emprunter à bas taux pour

augmenter la capacité... ce qui a engendré une augmentation de la production sidérurgique. L'augmentation de l'offre a ensuite provoqué un krach lorsque la demande réelle s'est avérée moins importante que prévu.

A la Chronique, nous ne voulons pas d'un taux d'intérêt plus élevé. Ou plus bas. Nous voulons simplement le juste taux. Les taux erronés provenant des banques centrales ont occasionné de mauvais calculs... qui ont mis en porte-à-faux les acheteurs d'acier et les utilisateurs d'acier, causant la confusion, de mauvais investissements et une mauvaise utilisation des ressources.

Alors pourquoi les banques centrales, censées être administrées par des économistes sérieux, falsifieraient-elles le juste taux d'intérêt ? Pourquoi feraient-elles des erreurs aussi évidentes ? Ce qui nous ramène à la question par laquelle nous avons commencé notre Chronique du jour...

Nos commentaires sur les massacres ont été peu appréciés de nos lecteurs. Aux Etats-Unis, les vétérans du Vietnam pensent que nous n'aurions pas dû parler de My Lai. Les catholiques auraient préféré oublier la St Barthélémy. Les nazis et les communistes — s'il y en a parmi nos lecteurs — sont restés muets.

Nos critiques ont peut-être raison : peut-être que les comparaisons sont effectivement odieuses. Ce que nous avons essayé de dire hier, c'est que ceux qui ont perpétré les massacres à Paris n'ont pas de quoi se sentir à part ; personne n'a le monopole des boucheries. Quand les conditions sont réunies, n'importe quel groupe peut s'y mettre.

Alors pourquoi semer le vent ? Pourquoi Paris ou Washington entreraient-elles dans une guerre qu'on ne peut ni comprendre ni gagner... et qui sera à coup sûr ponctuée d'épisodes de meurtres en masse ? Et pourquoi leurs banques centrales et leurs gouvernements favoriseraient-ils des politiques financières causant des booms, des krachs, des bulles et des effondrements... profitant à une minorité plutôt qu'au plus grand nombre ?

Nous y reviendrons sans le moindre doute... mais voici déjà la conclusion : bienvenue dans le Deep State, "l'Etat profond". Des initiés privilégiés — des deux côtés de l'Atlantique — sortent gagnants, même si le coût est immense pour le reste d'entre nous.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/banques-centrales-politique-etrangere/>

Se préparer aux risques est plus logique que les nier!!

Charles Sannat 19 novembre 2015

Je voulais partager avec vous la réaction de l'un de nos camarades lecteurs et impertinents concernant mon article sur « comment survivre à une attaque terroriste pour les nuls ».

Notre camarade impertinent a je trouve particulièrement bien résumé les choses et je suis très heureux, vraiment et sincèrement que cela lui procure un effet rassurant et rassérénant car c'est exactement l'objectif d'une préparation!

Ne jamais envisager une « rupture de la normalité » ou la matérialisation possible de « risques extrêmes » ne vous en protégera en aucun cas. En revanche, si cela arrive, vous serez totalement démunis, aussi bien psychologiquement que techniquement ou physiquement.

Notre camarade nous indique qu'il continuera à mettre des bougies!

Il a parfaitement raison, et je remarque, sans d'ailleurs une certaine perfidie matinée d'une bonne dose d'impertinence, que ceux-là mêmes qui vomissaient les paroles de la Marseillaise, l'entonne à plus soif 132 morts après... comme quoi les choses changent vite et justement l'histoire nous enseigne que ce sont les événements extrêmes qui font l'Histoire, pas les moyennes et les écarts types.

Je remarque également que ceux-là mêmes qui vomissaient la religion (et je ne vise en aucun cas notre camarade ici présent dont je reproduis le courriel) allument partout des bougies et pas qu'un peu, symbole religieux par excellence et en particulier judéo-chrétien. Comme quoi les choses changent vite.

Alors évidemment, lorsque des événements aussi brutaux, aussi violents surgissent dans notre quotidien particulièrement confortable, on éprouve malgré tout ce que l'on a pu entendre l'envie et le besoin de cérémonie, de recueillement qui aide au deuil et autorise des moments de retrouvaille et de partage collectif. Il est donc parfaitement normal d'avoir envie et besoin d'allumer des bougies, je voulais juste faire remarquer certains paradoxes et confirmer ce que je pensais, à savoir qu'au premier coup de canon, tous les beaux principes culculgnangnan et boboïsant partiraient bien vite en fumée.

Je remarque aussi qu'il n'y avait pas de cellule psychologique dans les tranchées de Verdun (elles auraient évidemment été utiles tel n'est pas le sujet), et les gens

ont su faire sans, ils ont su faire sans parce qu'ils savaient parler entre eux, partager, discuter, et que l'individualisme forcené dont nous faisons preuve parce que nous sommes formatés à cela est un non sens en temps de guerre.

Se préparer est une nécessité!

Je ne cesse depuis des années de vous inciter à vous préparer. Ceci n'est pas une lubie, mais une évidence analytique.

C'est la conclusion logique d'un processus d'analyse.

Ce processus d'analyse que je développe à longueur de journée et de semaine à travers chacun de ces articles conduit à un tableau du monde qui n'est effectivement pas des plus rassurants et tout plaide pour le fait que nous vivons avec une forte probabilité de devoir affronter une crise économique majeure, une guerre civile et un effondrement de notre normalité.

Il ne s'agit pas de le souhaiter ou au contraire d'en rejeter l'idée, mais bien de l'intégrer dans notre vie.

Le Monde titre « Vivre avec »

Voilà tout un programme... et je dois avouer que ce titre même me gêne car il reflète une passivité et une résignation totale.

NON, je refuse de vivre avec la violence en disant que c'est « normal ».

NON, je refuse de vivre avec l'hyperterrorisme en disant que c'est « normal ».

NON, je refuse de dire que je ne peux rien faire en disant que c'est « normal ».

NON, je refuse d'entendre qu'aucune action n'est à ma portée et en disant que c'est « normal ».

Qu'il est logique que j'attende la balle plus ou moins perdue, la bombe plus ou moins explosive et que je n'y puisse rien faire. Réduire le citoyen à l'état de mollusque devant attendre est sans doute la mission assignée au Monde mais ce n'est pas, comme citoyen, ce que je souhaite et c'était justement tout le sens de mon article (gratuit et libre de droit) destiné à parler de quelques techniques pour survivre à un attentat ou à une attaque terroriste.

Il y a des choses à faire, des réflexes à avoir, des techniques à apprendre comme les premiers secours. Voilà justement ce qu'en dit notre lecteur, car la passivité est mortifère y compris psychologiquement, se mettre dans l'action c'est devenir acteur de sa propre sécurité, c'est donc affronter ses peurs et aller au-delà, c'est devenir courageux! Et croyez-moi, cela vous fera énormément de bien.

« *Bonjour Monsieur Sannat,*

Je viens de lire comment survivre à une attaque terroriste.

Je ne sais pourquoi, alors que j'ai l'habitude de trouver du réconfort dans des ouvrages de spiritualité qui prônent méditations et Amour (pour faire court et vous donner un aperçu de ma personnalité...), c'est en lisant votre article que j'ai senti un peu d'apaisement pour la première fois depuis que j'ai pris connaissance des attentats de vendredi dernier.

En vivant dans une société privilégiée comme la nôtre, j'ai l'impression d'avoir perdu les réflexes de survie face à une situation où ma vie est en jeu. Peut-être la situation d'ailleurs.

Vous m'avez fait comprendre que vouloir un monde de paix et d'amour, comme je le souhaite au plus profond de moi, n'est pas suffisant pour être capable de réagir et de se protéger contre un danger.

Par le passé je me suis déjà fait agresser, et j'étais paralysé, impossible de me défendre, maintenant que j'ai lu votre article, je me rends compte que ce n'était pas de la lâcheté, mais que c'est purement physiologique. Mon auto-estime vient de reprendre quelques points...

Grâce à votre article, je sais maintenant que je veux faire en sorte d'être le plus prêt possible pour m'aider et aider les autres en cas de situations graves.

Je crois que le courage c'est de réussir à agir malgré la peur, et je suis sûr que cela peut s'apprendre.

Face à ses actes aussi horribles, incompréhensibles, et surtout aussi imprévisibles, c'est la seule réponse que je peux avoir, et je sens que maintenant je peux sortir de ma stupeur de ces derniers jours.

Pour avoir fait naître en moi toute cette réflexion je vous remercie.

Je ne vais pas pour autant arrêter d'allumer une bougie le soir... ^^

Je vous souhaite une très bonne journée, »

Pensez à votre PEL, Patrimoine, Emploi et Localisation!

Le monde que vous connaissez touche à sa fin.

Lorsque je disais il y a 5 ans qu'un effondrement économique et une guerre civile en France seraient l'aboutissement logique d'un long processus de délitement, on me prenait au mieux pour un doux dingue ou un aimable original à l'esprit fertile. Personne ou presque ne pouvait (et ne voulait) l'imaginer. Pourtant nous y sommes et jusqu'au cou!

Aujourd'hui vous vivez dans l'état d'exception. L'ennemi n'est pas en Syrie, mais ici, à Paris, à Saint-Denis et ailleurs dans les autres grandes villes européennes. L'ennemi se cache dans une partie d'une composante nombreuse de nos nations et menacent de transformer la France en un nouveau Liban avec toutes les souffrances que cela implique pour tous et encore une fois quelle que soit votre couleur ou votre confession.

Aujourd'hui c'est l'état d'urgence.

Demain ce sera la révision constitutionnelle donnant une forme de pleins pouvoirs permanents à notre mamaouchi en chef.

La situation est très précaire. Les banlieues peuvent exploser à tout moment.

Sur le front économique ce n'est guère plus brillant et tous les signaux virent au rouge, ici, comme ailleurs. La reprise ne reprend pas, les dettes n'ont jamais été aussi élevées!

Où que vous regardiez, nous sommes face à une montagne de problèmes tous plus insolubles les uns que les autres.

Il faut vous préparer à titre individuel car à titre collectif il est déjà trop tard!

Un chiffre pour résumer rapidement la situation opérationnelle. 80 escadrons de gendarmerie mobile. Autant de compagnies de CRS... 160 compagnies environ pour 1 700 quartiers dits pudiquement « sensibles ». Vous mesurez le problème? D'où la décision logique du Président de vouloir armer les polices municipales, car cela va être pour le moins « compliqué ». Collectivement il est déjà trop tard.

C'est ce raisonnement-là et ces constats, que vous ne pouvez que visualiser, qui m'avaient poussé à créer ma lettre STRATEGIES dans laquelle je vous propose des solutions plus que concrètes pour vous permettre de vous préparer, non pas uniquement à un petit problème sur vos placements ou sur la faillite éventuelle de votre banque, mais sur l'ensemble des paramètres de votre vie à savoir votre patrimoine, votre emploi et votre localisation. *Pour ceux qui veulent en savoir plus je vous donne rendez-vous ici. (Sachez aussi que cette lettre avec vos dons est le seul revenu de ce site, c'est donc une façon aussi de soutenir le site Insolentiae.com)*

Dans tous les cas, vous devez comprendre, que vous n'aurez pas à faire face simplement à un problème économique concernant les épargnants fortunés. Vous allez, nous allons tous, avoir rendez-vous avec l'Histoire et c'est cela qu'il faut avoir à l'esprit pour chaque décision que vous serez amenés à prendre.

Préparez-vous, il est déjà trop tard !

[Le volume de fret ferroviaire chinois diminue davantage en octobre](#)

Encore une preuve de la force de la dynamique économique mondiale qui frappe l'usine du monde.

C'est sans doute la faute aux attentats à Paris. En attendant, et histoire aussi bien d'assurer votre sécurité que d'éviter de creuser le déficit commercial français, je vous conseille de ne pas trop traîner dans les grands centres commerciaux ces prochaines semaines.

Charles SANNAT

[La production mondiale de charbon décline enfin](#)



Par [Loïc Chauveau](#) <http://www.sciencesetavenir.fr/> Publié le [18-11-2015](#)

[Est-ce une bonne ou une mauvaise nouvelle? Du point de vue environnement: oui (cet auteur). Du point de vue économique: non, puisque le charbon sert à produire de l'électricité à bas coût. Cela pourrait signaler *la fin de la croissance.*]

Pour la première fois depuis 200 ans, la production de charbon a commencé à baisser en 2014, un phénomène historique qui sera confirmé cette année.

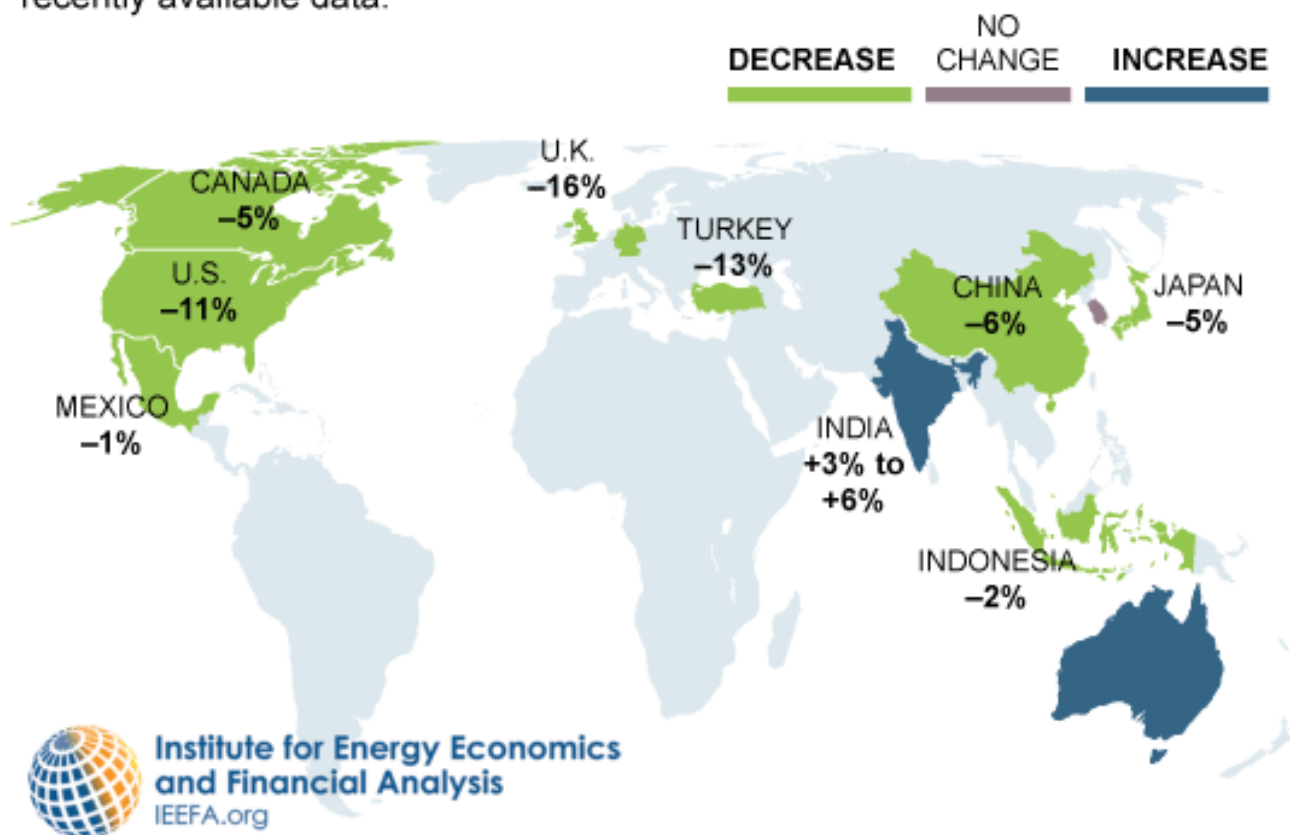


Un site de production de charbon en Chine. © Mark Schiefelbein/AP/SIPA

PIC. L'Institute for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA) publie ce jour un rapport* qui fera date. En faisant le tour des principales économies utilisant le charbon pour produire de l'électricité, l'organisme arrive à la conclusion que le pic de production du charbon a été atteint en 2013. En 2014, la baisse a été de 0,7 %, une donnée que l'IEEFA a empruntée aux [statistiques de l'énergie mondiale](#) élaboré depuis 64 ans par le pétrolier BP. En 2015, la baisse devrait s'accroître avec une prévision située entre 2 et 4 %. *"Cette nouvelle analyse illustre qu'un changement d'époque est en train de s'opérer sur l'utilisation globale du charbon, principalement sous l'influence des innovations technologiques"*, affirme dans un communiqué Tim Buckley, directeur des études financières à l'IEEFA. *"La Chine, le Japon et l'Inde sont les trois plus grands importateurs de charbon, et ce que l'on constate c'est que leurs importations ont connu un pic en 2013, 2014 et 2015 respectivement"*. Aujourd'hui, seuls l'Inde et l'Australie continuent à consommer toujours plus de charbon. Quelles sont les raisons nationales de ce phénomène ?

Change in Coal Consumption So Far This Year

IEEFA forecasts an overall 2% to 4% decline in global consumption in 2015. Here are the changes in key countries, based on the most recently available data.



Sources: Government figures from individual countries; International Energy Agency

Principales baisses de consommation de charbon dans le monde.

En Chine, consommateur de la moitié du charbon extrait dans le monde, la production s'est établie à 2,73 milliards de tonnes sur les neuf premiers mois de 2015 et [après corrections apportées à l'été 2015 aux statistiques](#) qui étaient auparavant fortement sous-estimées. C'est 4,3 % de moins que lors de la période précédente, [une baisse déjà constatée en octobre 2014](#). Les importations de charbon ont, elles, subi une correction de 29,8 % ! La consommation est en baisse de 5,7 % toujours pour les neuf premiers mois de 2015.

Développement des énergies alternatives

L'IEEFA distingue trois explications. La première, c'est que la demande en électricité est désormais découplée de la croissance. Elle n'a été cette année que de 1 % alors que le PIB a grimpé de 7 %. La seconde, c'est que les investissements

dans l'éolien, le solaire, l'hydroélectricité, le nucléaire et le gaz commencent à impacter le mix énergétique, une tendance qui va s'alourdir. La production photovoltaïque va en effet passer de 100 Gigawatts (GW) aujourd'hui à 150 GW en 2020, l'hydroélectricité et le nucléaire dépasser les 20GW chacun. Pourtant, le rapport montre que la politique gouvernementale chinoise a du mal à prendre la mesure du virage en cours. Entre juin et septembre 2015, la [Chine](#) a approuvé la construction de 155 usines thermiques à charbon (4 usines nouvelles par semaine) pour une capacité totale de 123GW. *"Avec une demande en charbon en baisse et une surcapacité en production électrique, ces investissements de 70 milliards de dollars ont de grandes chances d'être perdus"*, craint Tim Buckley.

Enfin, troisième explication, la baisse plus marquée des importations montre que les Chinois sont en train de protéger leur production nationale de la concurrence internationale. Une très mauvaise nouvelle pour les entreprises comme BHP Billiton, RIO Tinto, Teck Resources, Sumitomo ou encore China Shenhua Energy qui ont investi dans de nouvelles mines.

Aux Etats-Unis, la consommation de charbon baisse de 11 % en 2015. 200 usines thermiques doivent fermer sur les 1200 que compte le pays. La part du charbon dans la production d'électricité n'est plus que de 35 % contre 50 % 10 ans plus tôt. La faute au gaz de schiste bien sûr, mais aussi aux énergies renouvelables avec l'installation de 9GW supplémentaires d'éoliens et 8GW de solaire pour 2015 uniquement. Signe qui ne trompe pas : les demandes de transport ferroviaire de charbon ont baissé de 35 % entre octobre 2014 et octobre 2015.

En Inde, la demande a cru de 3,1 % sur la dernière année ce qui représente un ralentissement très important, la croissance annuelle flirtant habituellement avec les 10 %. Les importations ont diminué de 27 %. Le ministre indien de l'Energie, Piyush Goyal, estime que son pays pourrait cesser d'acheter du charbon à l'étranger d'ici les deux ou trois prochaines années. L'IEEFA signale que la centrale solaire de 500MW qui va commencer à produire ce mois-ci dans l'état de l'Andhra Pradesh bat le record du prix du solaire le plus bas à 6,5 centimes du kWh. C'est en dessous du prix de revient d'une centrale thermique au charbon.

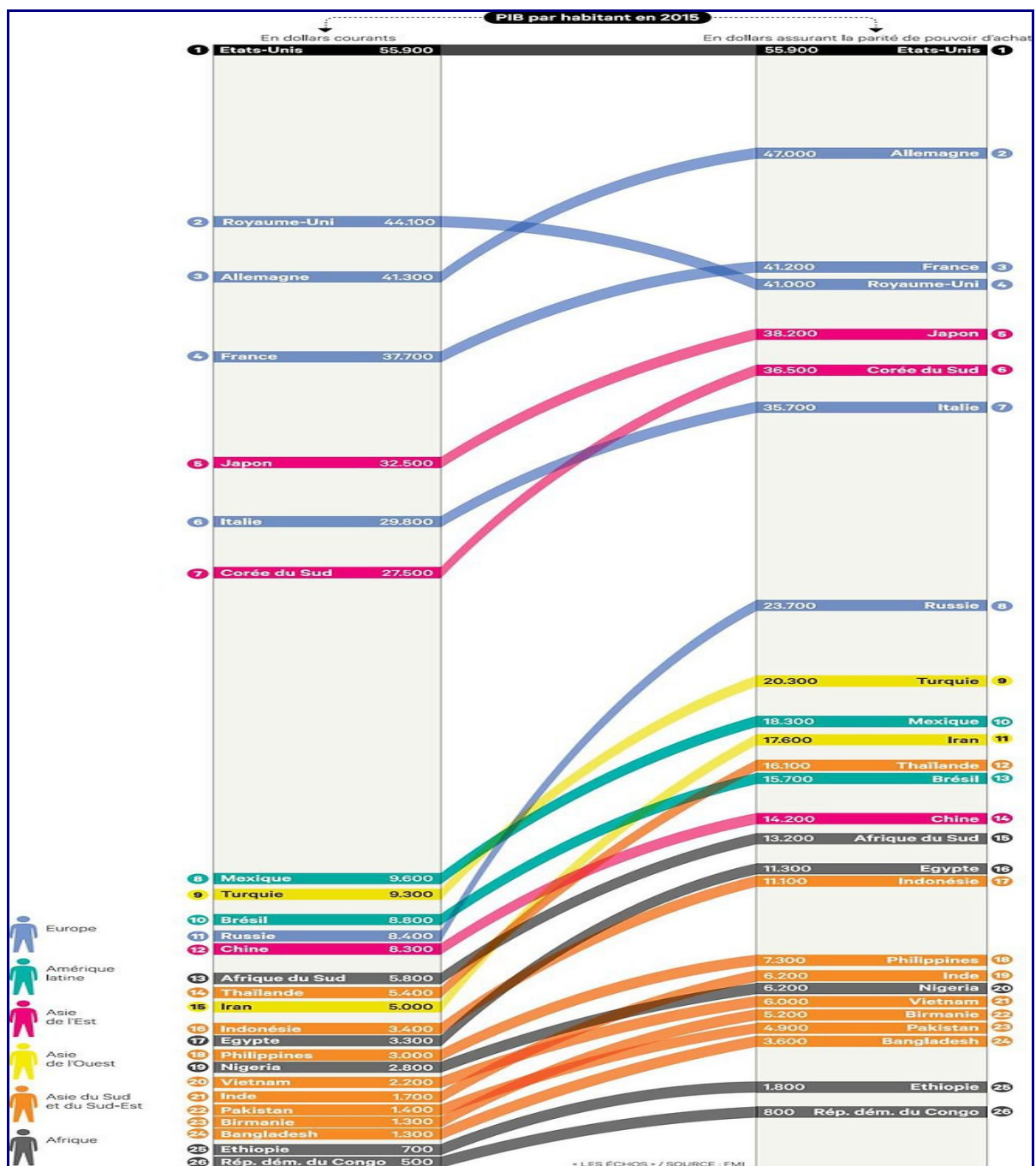
* Source : [le rapport détaillé du IEEFA](#) (PDF, 750 Ko)

[Niveau de vie : la nouvelle hiérarchie des grands pays](#)

[Jean-Marc Vittori](#) / [Editorialiste](#) | [Le 19/11 LesEchos.fr](#)

[Dernier rapport avant le grand plongeon?

Tous les pays du monde deviendront très pauvre bientôt. C'est complètement idiot de croire que le niveau de richesse va augmenter jusqu'à la fin des temps.]



Niveau de vie : la nouvelle hiérarchie des grands pays

Etats-Unis, Allemagne et France : voici le podium des grands pays dans la course au niveau de vie, d'après les chiffres du FMI. L'écart entre l'Amérique et les autres reste impressionnant. Mais, derrière, la hiérarchie est assez inattendue. Les Coréens sont plus aisés que les Italiens. Et les Iraniens sont désormais voisins des Mexicains...

America, America... Parmi les grands pays, ceux qui comptent plus de 50 millions

d'habitants, les Etats-Unis restent sans conteste le champion mondial de la création de richesse monétaire. 55.900 dollars attendus cette année pour chaque habitant, soit près de 5.000 dollars par mois ! Wall Street a certes engendré la plus grave crise financière mondiale depuis près d'un siècle. Mais l'Amérique en est sortie plus vite que les autres pays avancés. Et, auparavant, avec la révolution numérique, elle avait recommencé à creuser l'écart que les Européens avaient largement comblé au milieu des années 1990. Même si elle reste nettement au-dessous de petits Etats qui ne figurent pas sur ce graphique, riches de leurs hydrocarbures (Qatar près de 79.000 dollars ou Norvège 76.000 dollars) ou de leur efficacité pas forcément vertueuse (Luxembourg à plus de 103.000 dollars, Suisse à plus de 82.000 dollars).

Derrière, la hiérarchie mondiale n'est pas forcément celle qui vient à l'esprit. D'abord sur l'ampleur de l'écart. Le numéro deux du classement, le Royaume-Uni, est un quart au-dessous des Etats-Unis : c'est énorme. Ensuite, sur la liste des pays qui suivent. Dans le petit peloton tenu à distance par les Etats-Unis, il y a bien sûr quatre européens, mais aussi deux asiatiques. Les pays émergents, eux, font moins du dixième du niveau américain. Et si la Chine est toujours un immense pays, elle n'est plus immensément pauvre. Après trois décennies de croissance échevelée, son revenu par tête est pratiquement au même niveau qu'au Brésil ou en Russie. Le saviez-vous ?

Les rangs sont bousculés

En réalité, vous avez une excellente excuse pour ne pas le savoir. Ces chiffres, qui figurent dans la colonne de gauche du graphique ci-contre, comparent des produits intérieurs bruts convertis aux [taux de change](#) déterminés par les marchés. Or ces marchés donnent une valeur qui peut être très biaisée – parce que ces marchés marchent mal et parce qu'ils sont parfois manipulés par les Etats qui accumulent d'énormes réserves de change afin de préserver la sous-évaluation de leur devise, facilitant l'exportation. Pour comparer non les revenus par tête, mais les niveaux de vie moyens, les statisticiens calculent des taux égalisant les pouvoirs d'achat des différentes devises (ils parlent de taux assurant la parité de pouvoir d'achat ou PPA). Ici, la hiérarchie change – c'est la colonne de droite du graphique. Il y a bien sûr toujours l'Amérique, les pays avancés et les émergents. Mais, dans les deux groupes, les rangs sont bousculés. A cette aune qui se rapproche de la vraie vie, l'Allemagne passe largement devant le Royaume-Uni et n'est plus qu'un sixième au-dessous du niveau américain. Ce qui indique au passage que l'euro est très sous-évalué pour elle. La France passe au troisième rang, à 12 % de l'Allemagne et à 26 % des Etats-Unis. Le Japon et la Corée du Sud bondissent

(leurs énormes réserves de change accèdent l'idée d'une manipulation de leurs devises). L'Italie est bonne dernière.

L'Afrique ferme la marche

Les émergents, eux, ont tous une monnaie actuellement sous-évaluée – ce qui est assez classique pour des pays en phase de rattrapage. La Russie, la Turquie, le Mexique sont à peu près à la moitié du niveau de vie des pays avancés. La Thaïlande et le Brésil sont au tiers du niveau allemand. L'écart entre la Chine et la France est aussi de un à trois. C'est évidemment important. Mais, il y a trente ans, l'écart était de un à trente ! Les autres grands pays d'Asie, eux, restent nettement en deçà. Les habitants du Bangladesh, le moins bien loti d'entre eux, ont un niveau de vie qui fait le quart de celui des Chinois – le même rapport qu'il y a entre Chinois et Américains. Et, sans surprise, l'Afrique ferme la marche. Ses pays, le plus souvent dans le radar de l'actualité pour leurs difficultés économiques, comme l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Nigeria, s'en sortent cependant moins mal que des pays souvent oubliés en dépit de leur potentiel, comme l'Éthiopie.

Il ne faut évidemment pas se fier à ces seuls chiffres pour comparer les niveaux de vie entre pays. Ils ne reflètent pas les inégalités – la hiérarchie serait assez différente si l'on comparait le PIB par tête des 99 % ou des 90 % les moins aisés. Ils ne reflètent pas le bien-être. Mais ils donnent néanmoins une idée de l'efficacité productive des pays et de la capacité de rattrapage des moins bien placés. Une capacité que la Chine a formidablement exploitée.

L'accommodation des restes ou l'art du réchauffé

novembre 19, 2015/dans [Articles des éconoclastes](#) /par [Thomas Veillet](#)

Plus que 50 points.

Encore 50 points de hausse et le S&P500 sera au plus haut de tous les temps.

Présentée de cette manière, la nouvelle est formidable. Tout semble aller pour le mieux pour les marchés. Alors que la dernière semaine d'août et la dernière semaine de septembre nous étions au bord du gouffre, prêts à faire un grand pas en avant, voici que nous nous retrouvons, 6 semaines plus tard, à regarder les records historiques d'altitude comme si le but était à nouveau atteignable, alors qu'à la fin septembre on jurait tous que l'on ne nous y reprendrait plus et que, finalement le cash, même si ça ne rapporte rien (voir des fois ça coûte), c'était bien aussi.

Mais bon, ça, c'était avant. Avant quoi, je ne sais pas, mais c'était avant.

Aujourd'hui nous sommes euphorique, tout semble fonctionner comme sur des

roulettes dans la mécanique délicate de l'économie américaine – c'est en tous les cas ce que l'on veut nous faire croire – et rien ni personne ne semble capable d'arrêter la marche en avant des indices boursiers.

Pourtant, si l'on regarde ce qu'il s'est passé hier, RIEN, mais alors rien n'a changé, bien au contraire.

En Europe, on a lutté toute la journée pour terminer en hausse, mais en vain. Les marchés étaient obnubilés par les opérations du RAID dans les rues de la capitale française et l'ombre de cette pourriture extrémiste continuait de peser sur l'esprit des intervenants. Même s'il est prouvé que depuis quelques années, les marchés ne se laissent plus influencer par les attentats terroristes, la digestion prend tout de même quelques jours avant que l'on puisse participer à l'euphorie américaine.

On se concentrait sur les compagnies aériennes et les conséquences que cela pourrait représenter pour elles. Pour avoir pris l'avion 2 fois dans la journée d'hier et à voir le monde qui passent les contrôles de bonne grâce, je n'ai pas le sentiment que les gens vont arrêter de prendre l'avion pour autant. Néanmoins, après que deux de ses vols aient été détournés sur des aéroports alternatifs pour des raisons de sécurité ; Air France-KLM était légèrement sous pression et c'était pareil pour tout le secteur aéronautique en Europe. Même punition pour les hôtels.

Et dans les histoires qui n'ont rien à voir, on continue de spéculer sur Syngenta – Monsanto est de retour dans les starting-blocks...

Aux USA, c'était merveilleux. Tout simplement merveilleux. Je ne cesse de m'émerveiller (d'ailleurs) devant tous les efforts que nous mettons en place pour trouver que les mêmes choses que l'on nous rabâche depuis des semaines, sont toujours aussi « sexy » que la première fois.

Je m'explique.



Tout ou partie de la hausse d'hier peut largement être attribuée à la publication des « Minutes du FOMC Meeting » du mois d'octobre. Dans les minutes qui ont été

publiées hier, on y apprend que la plupart des votants de la FED sont en faveur d'une hausse des taux pour le prochain meeting – qui, je le rappelle pour ceux qui étaient sur une île déserte ces 6 derniers mois, aura lieu le 15 et 16 décembre. Sur cette fabuleuse, et surtout SURPRENANTE nouvelle, le marché s'est donc envolé parce que, je cite : « C'est trop de la balle de savoir qu'ils vont monter les taux, parce que ça veut dire que l'économie américaine, elle est trop trop forte » et j'ajouterais : « debleu ».

Donc, hier les marchés américains sont montés :

- 1) parce que le terrorisme ne passera pas par eux
- 2) parce que les taux vont monter en décembre, cette fois c'est sûr
- 3) parce que l'économie US, elle va trop bien

Jusqu'à-là, rien de très surprenant, si ce n'est que l'on peut tergiverser longtemps sur l'état psychologique d'un marché qui monte pour fêter la hausse des taux, alors que dans nos cours d'économie appliquée, on nous a raconté le contraire, mais passons.

Non, ce qui est proprement hallucinant, et je pèse mes mots, c'est que depuis le 29 septembre et les 1880 sur l'indice américain, nous remontons sous prétexte que nous sommes contents parce que l'économie US va bien et que les taux vont/devraient monter.

Les chiffres de l'emploi nous ont dit ça.

Le dernier meeting de la FED nous l'avait laissé entendre.

À peu près tous les chiffres publiés le sous-entendent (à quelques rares exceptions)

Et comme si ça ne suffisait pas, voici que les « minutes du FOMC meeting » qui nous disent que tout le monde est d'accord de monter les taux, exactement comme ils nous l'avaient dit lors du meeting lui-même il y a quelques semaines et le marché REMONTE encore.

Donc si j'ai bien tout compris, on pourrait faire une analogie avec une société qui publie ses résultats. La chronologie serait la suivante :

Une semaine avant les chiffres la société nous dit : « attention, nos chiffres vont être super-bons ! » – le titre monte alors de 5%.

Ensuite la veille de la publication, le marché « anticipe » des bons chiffres et le titre monte de 5%.

Puis on apprend que les chiffres sont excellents le jour d'après. Peut-être même plus excellents que ce que l'on pensait. Le titre prend 5%.



Le lendemain, les analystes revoient leurs objectifs à la hausse, parce que les chiffres étaient VRAIMENT trop bons. Et le titre bondit de 10% pour fêter ça. Résultat, on aura pris 25% sur le titre en utilisant 4 fois la même nouvelle. Ensuite, il y a un type qui trouvera ça « trop cher », mais c'est l'épisode 3 de la saison suivante.

Pour faire simple, c'est exactement ce qui se passe avec cette foutue hausse des taux. La seule équation qu'il nous reste à résoudre, c'est de savoir ce qu'il va se passer le jour où les taux monteront vraiment.

C'est officiel, je retourne à l'école et je vais faire une licence en psychologie pour les personnes vraiment tourmentées.

Autrement, l'or se maintient en vie et se traite à 1076\$. Le pétrole ne parvient pas à facturer la zone des 40\$ et reste à 40.72\$ et ce matin l'Asie participe à l'euphorie des « Minutes du FOMC Meeting », puisque le Nikkei avance de 1%, récession ou pas récession, le Hang Seng grimpe de 1.26% et la Chine est en forte hausse de 0.07%.

Dans les nouvelles du jour, Allergan devrait « officieusement » se faire avaler par Pfizer pour 380 dollars par action, ce qui fait tout de même 70\$ de plus que le prix de clôture d'hier. Salesforce était en hausse de 4% after close après avoir nettement battu les attentes du marché. Apple a été ajoutée sur la « liste des convictions » de Goldman Sachs qui pense que le titre peut monter de 40%. Et puis, LE TRADE de la séance d'hier, c'était d'investir la TOTALITÉ de votre fonds de pension dans KaloBios, une société qui avait annoncé qu'elle réduisait ses opérations sur le développement de deux médicaments contre le cancer, parce qu'ils n'avaient plus d'argent. Hier soir, on appris que Martin Shkreli, CEO de Turing – la boîte qui achète des médicaments et multiplie le prix par 1'000 – avait acquis une majorité d'actions dans KaloBios. Le titre montait de 800% !!!! Oui, vous avez bien lu : 800% de hausse.

Le titre a terminé la séance à 2.07\$ et hier soir tard, on se les arrachait à 19\$ sur le

marché parallèle... Tout cela me paraît bien peu rationnel.

Le Barron's fait sa couverture avec la conviction de Goldman Sachs sur Apple qui pourrait monter de 40% et leur technicien se montre très sceptique sur la capacité du marché à trouver la force d'aller chercher les plus hauts historiques.

Côté chiffres économiques, nous aurons la conférence de presse de la BoJ, le Trade Balance en Suisse, le patron de la BUBA qui va parler, le current account en Europe, les Retail Sales à Londres, la BCE qui devrait publier ses Minutes à elle, on ne sait jamais ce que l'on pourrait trouver dans ce que l'on sait déjà mais que l'on n'avait pas compris la première fois et puis aux USA, il y aura les Jobless Claims, le Philly Fed et puis c'est tout.



Pour le moment les futures sont en hausse (encore) de 0.16%, l'Euro/\$ est à 1.0703, le Yen vaut 123.27, le rendement du 10 ans est à 2.26% – lui ne s'est pas trop excité sur les Minutes du FOMC Meeting d'ailleurs – et le Bitcoin est à 330\$. Côté franc suisse ; comme d'habitude, il fallait acheter sous les 1.08 – ce matin, la BNS a repris les commandes et le cours est à 1.0873 – quand au \$/CHF, il est à 1.0158.

Voilà. J'espère que ce matin vous aurez appris quelque chose sur la manière d'apprêter les restes et de parvenir à sublimer des choses que l'on a déjà cuites et recuites de multiples fois, en tous les cas le marché, lui, il l'a bien compris.

En attendant, je vous souhaite une belle journée et je vous retrouve demain pour boucler la semaine.

[La «vraie» menace pour la Bourse](#)

Jea Gagnon Publié le 17/11/2015 LesAffaires.com

Les attentats de Paris ont eu peu de conséquences sur les marchés financiers jusqu'à présent. Dans ce contexte, la question de savoir comment réagira le dollar américain à une hausse de taux d'intérêt par la Réserve fédérale (Fed) le mois prochain conserve toute son importance.

Si l'on se pose cette question, c'est parce qu'une nouvelle appréciation du dollar américain risquerait fort de faire chuter les indices boursiers en territoire négatif pour 2016, selon les analystes de **Pavilion Global Markets**

L'indice du dollar américain (DXY) a atteint un sommet en mars lorsqu'il a excédé le niveau de 100. Au même moment, le S&P 500 touchait 2120. Depuis, le DXY a fluctué entre 93 et 100, et le S&P 500 n'est guère allé plus haut, se permettant même une chute rapide de plus de 10% en août.

Plusieurs chroniqueurs et analystes financiers se veulent rassurants ces jours-ci, rappelant que l'histoire démontre que les premières hausses de taux d'intérêt dans un cycle de resserrement monétaire n'affectent pas généralement les marchés boursiers.

Mais la situation pourrait être différente cette fois-ci, selon les analystes de Pavilion.

Généralement, les politiques monétaires des pays du G-10 sont alignées dans la même direction, c'est-à-dire que la plupart des banques centrales resserrent leurs conditions de crédit en même temps. Mais ce ne sera pas le cas au cours des prochains mois.

Alors que la probabilité que la Fed hausse les taux d'intérêt dès décembre est maintenant supérieure à 50%, la **Banque centrale européenne (BCE)** s'apprête plutôt à augmenter ses achats d'obligations au cours des prochains mois, s'il faut se fier aux propos de Mario Draghi, président de la BCE. Il réaffirmait jeudi que l'organisme allait réévaluer à sa réunion de décembre le degré d'accommodation qu'elle fournit au système financier. Faut comprendre par là une détente supplémentaire, selon les experts. Cela a été conforté par les attentats survenus à Paris vendredi.

Risque pour les marchés

Selon les experts de Pavilion, si les États-Unis devaient avoir une politique monétaire divergente du reste du G-10 pour une période prolongée, le dollar américain pourrait s'apprécier de façon soutenue. Et cette appréciation risque d'avoir un effet pervers sur le S&P 500, car elle affectera négativement les bénéfices des sociétés américaine.

Cela dit, l'effet d'une hausse de taux d'intérêt sur le dollar américain serait déjà en bonne partie reflété dans le niveau actuel du DXY, croit Hendrix Vachon, économiste principal chez **Desjardins** et spécialiste du marché des devises. Depuis un mois, alors que les perspectives d'une hausse de taux sont réapparues, le DXY est passé de 94 à 99, souligne-t-il. «Les cartes sont en place pour un peu plus de stabilité sur le marché des devises», dit-il.

D'autres préféreraient toutefois ne pas courir le risque. C'est le cas de Maurice Obstfeld, chef économiste du **Fonds monétaire international (FMI)**. Il craint qu'une hausse de taux d'intérêt en décembre ne ferait qu'accroître la volatilité des marchés.

C'est également le cas de Charles Evans, président de la **Réserve fédérale de Chicago**, qui verrait d'un bon oeil de retarder la hausse des taux contrairement à plusieurs membres du Comité monétaire de la Fed. Ceux-ci sont plutôt en faveur d'un resserrement des conditions de crédit lors de la réunion des 15 et 16 décembre. M. Evans justifie sa prudence en disant qu'il ne croit pas que l'objectif d'inflation de 2% sera atteint de sitôt.

Les banquiers centraux ... qui croit encore ce qu'ils disent?

par Audrey Duperron · 19 nov. 2015 Express.be



Les banques centrales imposent l'illusion aux marchés qu'elles peuvent stimuler indéfiniment les dépenses grâce à des taux d'intérêt bas et des

mesures d'assouplissement quantitatif fondées sur une machine à fabriquer de l'argent lancée à plein régime. Mais la croissance basée sur la dette n'est pas viable.”

[Ainsi s'exprime Aron Pataki, de Newton Real Return Team, qui est détenu par BNY Mellon.](#)

Selon Pataki, les marchés ont interprété les mauvaises nouvelles macroéconomiques récentes comme de bonnes nouvelles, parce qu'ils supposent que les taux d'intérêt resteront bas plus longtemps, ou que l'on intensifiera la relance monétaire. C'est sur cette base que la montée des cours en bourse se poursuit.

Mais ce qui risque de se produire, c'est que les investisseurs finissent par se rendre compte qu'après des années de croissance virtuelle uniquement alimentée par ces politiques monétaires, une reprise soutenue de l'économie réelle n'est toujours pas en vue. En outre, ces stimuli ne semblent pas avoir d'effet patent sur l'inflation, et au contraire, de plus en plus de signes tendent à montrer que la politique monétaire orthodoxe induit des tendances déflationnistes. Lorsque ce constat sera partagé par l'ensemble des marchés, les banques centrales perdront de leur crédibilité.

Pataki pense que ce changement de mentalité provoquera inévitablement une dépréciation substantielle des actifs risqués, une plus grande volatilité des marchés, une réduction de l'activité économique, et une cascade de défaillances de prêts.

LA FLEXIBILITÉ TOUTE POLITIQUE DU PACTE DE STABILITÉ

par François Leclerc 19 novembre 2015

« Les règles du Pacte de stabilité ne doivent pas être remises en cause », s'est cru obligé de préciser le commissaire Pierre Moscovici ce matin, balayant ce qu'il a qualifié de « beaucoup d'exagérations et de spéculations ». Avec l'Espagne, l'Italie et la France dont les gouvernements font plus ou moins subrepticement le contraire, on a quelques difficultés à le croire !

Bruxelles a jugé optimiste le budget espagnol 2016 en raison de ses prévisions de croissance et sous-estimations de déficits potentiels. Elles ont permis à Mariano Rajoy, en pleine campagne électorale, de ne procéder à aucune coupe budgétaire comme les années précédentes, ainsi qu'à augmenter les retraites ainsi que les salaires des fonctionnaires. En conséquence, la Commission a demandé un

remaniement du projet de budget 2016 pour le lendemain des élections !

Vis à vis du projet italien, elle est plus souple et procédera à un nouvel examen au printemps prochain, soulignant dès à présent « un risque d'écarts de non-conformité » avec les objectifs budgétaires du pays. Elle examinera plus particulièrement l'utilisation des clauses de flexibilité du Pacte de stabilité, avec lesquelles le gouvernement italien a largement joué pour rester formellement dans les clous. La Commission pourra être amenée à demander au gouvernement de réduire certaines mesures budgétaires de prévues et de décider de nouvelles réformes structurelles.

Le cas de la France reste encore confus, en attendant une évaluation précise du coût des nouvelles mesures sécuritaires. Elles s'inscrivent toutefois dans le contexte de reports successifs de la réduction du déficit budgétaire et pourraient en annoncer un autre, qui trouverait sa justification ex-ante dans la formule-choc de François Hollande : « le pacte de sécurité l'emporte sur le pacte de stabilité ». Des points de vue divergents sont déjà apparus entre la Commission et le gouvernement français à propos du passage du déficit sous la barre des 3% en 2017, année de l'élection présidentielle et date à laquelle il a été repoussé.

Au vu des circonstances et de la crise des réfugiés, l'exécutif européen peut se réfugier derrière une approche « intelligente et humaine », et considérer celle-ci comme une circonstance exceptionnelle justifiant des dérapages budgétaires. Non seulement la Grèce vient d'en profiter, mais ce pourra être aussi le cas de l'Autriche, de la Belgique et de la Grèce. Des procédures pour déficit excessif ne seront pas adoptées quand elles auraient dû l'être. A propos de la France, Pierre Moscovici a déclaré que « dans ce moment terrible, la sécurité des citoyens est la priorité absolue et vous pouvez être certains que la Commission européenne le comprend tout à fait », tandis que Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe, admettait que « c'est un peu gênant de débattre de son budget avec la France alors qu'elle se trouve devant un tel défi. La compréhension est donc le maître-mot ». Le gouvernement allemand en fait preuve également en se bornant à déclarer « le pacte de stabilité contient déjà actuellement des possibilités de flexibilité. La mise en œuvre du pacte est sous le contrôle de la Commission européenne ».

Une telle souplesse inaccoutumée va-t-elle ou non durer ? Ce qui la fonde officiellement ne vient-il pas à point nommé, les préoccupations liées à la progression de la crise politique qui touche toute l'Europe prenant le pas sur la rigueur jusque-là affichée ? La confluence des deux crises, à laquelle vient s'ajouter le danger permanent d'attentats sanglants n'a pas fini de produire ses

effets, confirmant que les règles les plus intangibles ne sont que le reflet des volontés politiques du moment. Ce qui est fait peut être défait, y compris sans le revendiquer.

Le volume de fret ferroviaire chinois diminue davantage en octobre

BusinessBourse et Xinhua Le 19 nov 2015



La baisse du volume de fret ferroviaire chinois, indicateur de l'activité économique, s'est accéléré en octobre, a révélé, mercredi, la Commission nationale du développement et de la réforme (CNDR).

Les lignes ferroviaires transportent 280 millions de tonnes de fret en octobre, soit une réduction de 16,3% en glissement annuel, contre une chute de 15,6% enregistrée en septembre et de 15,3% en août, a-t-on appris des données publiées par la CNDR.

Au cours des dix premiers mois de 2015, le fret ferroviaire a été réduit de 11,9% sur un an pour atteindre 2,8 milliards de tonnes, un déclin plus fort que la chute de 11,4% rencontrée durant les neuf premiers mois, a précisé la commission.

Les chiffres sont publiés alors que les indicateurs de l'inflation de la Chine poursuivaient leur baisse, montrant que la demande restait faible dans la deuxième plus grande économie du monde.

L'indice des prix à la consommation (IPC), la mesure principale de l'inflation, a augmenté de 1,3% en glissement annuel en octobre, inférieur au 1,6% de croissance en septembre, indiquent des données officielles. L'indice des prix à la production (IPP), indicateur des prix des biens à la sortie de l'usine, a diminué de 5,9% sur un an.

L'économie chinoise a ralenti en raison du refroidissement de l'investissement immobilier, d'une surabondance industrielle prolongée et de la baisse du commerce. Son PIB s'est étendu de 6,9%, en glissement annuel au troisième

trimestre de 2015, le résultat le plus bas depuis le deuxième trimestre de 2009.

Source: xinhuanet

[Philippe Béchade: Plus ça va mal et plus les banques centrales vont se montrer proactives](#)

BusinessBourse Le 19 nov 2015

Philippe Béchade, rédacteur en chef de [la Bourse au quotidien](#), Président des [Econoclastes](#) décrypte l'actualité économique suite aux attaques du 13 novembre dans l'émission Intégrale Placements, du mercredi 18 novembre 2015, Guillaume Sommerer et Cédric Decoeur, sur BFM Business.



<https://youtu.be/DSvimzK7jxE>

[Etats-Unis: le bénéfice net de Walmart a reculé de 11 % pour le troisième trimestre](#)

BusinessBourse et LeDevoir Le 19 nov 2015



Wal-Mart a observé une augmentation de l'achalandage dans ses magasins, en plus de voir grimper un élément clé de ses ventes, ce qui a permis à ses résultats du troisième trimestre de surpasser les attentes, malgré la pression exercée par la vigueur du dollar américain sur sa performance à l'étranger.

Le plus grand détaillant au monde a en outre publié des prévisions largement

supérieures aux attentes pour ses résultats du quatrième trimestre, tout en précisant ses perspectives pour l'ensemble de l'exercice, qu'il avait réduites en août.

Le bénéfice net de Wal-Mart a reculé de 11 % à 3,3 milliards \$US pour le trimestre clos le 31 octobre, mais son résultat par action de 1,03 \$US s'est avéré supérieur à celui de 97 ¢ US attendu par les analystes de Wall Street. Les revenus ont glissé à 117,42 milliards, comparativement à 119 milliards l'an dernier. En dollars constants, les revenus ont cependant atteint 122,4 milliards.

Le détaillant américain est soumis à certaines pressions depuis le début de l'année. La vigueur du dollar américain a affecté ses résultats. Wal-Mart doit aussi jongler avec la concurrence accrue du détaillant en ligne Amazon.com et des magasins à un dollar, et ses profits ont été réduits en raison des augmentations de salaires consenties à ses travailleurs et de ses efforts pour améliorer la condition de ses magasins.

Les ventes des magasins américains ouverts depuis au moins un an ont avancé de 1,5 % au troisième trimestre, ce qui était leur cinquième augmentation trimestrielle consécutive. Cette donnée est un indicateur clé de la santé d'un détaillant puisqu'elle exclut les résultats des magasins récemment ouverts ou fermés. L'achalandage a progressé de 1,7 %.

Le segment international de Wal-Mart a affiché des ventes nettes en baisse de 11 %, à 29,81 milliards. Les ventes nettes atteignent cependant 34,7 milliards en devises constantes. Pour les magasins américains, les ventes nettes ont progressé de près de 4 % à 72,71 milliards.

Walmart a rétréci mardi la fourchette de sa prévision pour ses résultats annuels. Celle-ci se situe maintenant entre 4,50 \$US et 4,65 \$US, alors qu'elle avait été révisée à la baisse en août entre 4,40 \$US et 4,70 \$US par action. Le détaillant calcule aussi que son bénéfice du quatrième trimestre s'établira entre 1,40 \$US et 1,55 \$US par action.

Source: [ledevoir](#)

Le climat dépend des êtres vivants, cela nous intéresse

Biosphere 19 novembre 2015

« *Je m'attendrais plus à voir une chèvre occuper avec succès un poste de jardiner qu'à voir les humains devenir des intendants responsables de la Terre.* (James Lovelock) » Pourquoi cette amusante comparaison nous semble pertinente ? Parce que nous n'avons pas conscience culturellement de notre intégration profonde au tissu du vivant. Voici deux explications complémentaires :

Ghislain Nicaise : « Dans le déluge d'informations qui accompagne la tenue de la COP21 à Paris, je crois que la plus discrète est et fait la plus importante : le climat dépend des êtres vivants. Pas seulement de l'être vivant turbulent et destructeur *Homo sapiens* qui brûle le carbone fossile, pas seulement des vaches qui ont l'habitude inopportune de roter du méthane, mais des arbres, des vers de terre, des bactéries et d'un nombre considérable d'autres organismes. Si la vie disparaissait, notre planète deviendrait une fournaise comme la planète Vénus ou au contraire un désert glacé comme la planète Mars. L'oxygène, absent pendant plus de deux milliards d'années, constitue maintenant 21 % des gaz atmosphériques. Les premiers microbes producteurs d'oxygène datent de 3500 milliards d'années. Des procaryotes se sont adaptés à ce gaz toxique et ont formé des associations symbiotiques : les eucaryotes... dont nous faisons partie. Quand la vie eucaryote a conquis les continents après avoir colonisé les mers, le climat est devenu de plus en plus régulé. L'atmosphère qui nous entoure est chimiquement très instable, sa composition n'est constante que par la permanence de flux, provenant essentiellement des organismes vivants. Le CO₂ est passé de 10-30 % à l'archéen à 0,03 % de nos jours... »

(postface du livre ***Le ciel nous tombe sur la tête***, Arthaud, 332 pages, 15 euros)

Bruno Latour : « La question est donc celle-ci : pourquoi les questions écologiques ne paraissent pas concerner directement notre identité, notre sécurité et nos propriétés ? Ne venez pas me dire que c'est l'importance de la menace ou la distance d'avec nos préoccupations quotidiennes qui font la différence. Nous réagissons en bloc au moindre attentat terroriste, mais que nous soyons l'agent de la sixième extinction des espèces terrestres n'évoque qu'un bâillement désabusé. Non, c'est la réactivité et la sensibilité qu'il faut considérer. Collectivement, nous choisissons ce à quoi nous sommes sensibles et à quoi il faut réagir vite. D'ailleurs, à d'autres époques, nous avons été capables de partager les souffrances de parfaits étrangers infiniment éloignés de nous, que ce soit par "solidarité prolétarienne", au nom de la "communion des saints" ou tout simplement par humanité. Non, dans ce cas, tout se passe comme si nous avions décidé de rester insensibles aux réactions d'un certain type d'êtres – ceux qui sont liés, en gros, à l'étrange figure de la matière. Autrement dit, ce qu'il faut comprendre, c'est pourquoi nous ne sommes pas de vrais matérialistes. » (***Face à Gaïa***, La découverte, 402 pages, 23 euros)

LA REPRISE ÉCONOMIQUE EN IMAGES



La compagnie minière Teck Resources va licencier 1000 travailleurs

Publié le 19 novembre 2015 à 06:00:19 par Tiger54 / 0 commentaire / 185 vues

La compagnie minière Teck Resources Ltd. a annoncé qu'elle mettait à pied 1000 travailleurs à travers le monde dans l'objectif de réduire ses dépenses de... Lire la suite



Etats-Unis: Les mises en chantier à un plus bas de 7 mois

Publié le 19 novembre 2015 à 04:00:10 par Tiger54 / 0 commentaire / 185 vues

Les mises en chantier se sont retrouvées en octobre à un plus bas de sept mois, en raison d'une chute de la construction de maisons individuelles dans le sud des... Lire la suite



Roche: 1200 emplois menacés

Publié le 19 novembre 2015 à 09:00:07 par Tiger54 / 0 commentaire / 280 vues

Le groupe pharmaceutique suisse Roche annonce jeudi qu'il prévoit de "se désengager" de quatre sites dans le cadre d'une restructuration de son... Lire la suite



Royaume-Uni: baisse des ventes au détail

Publié le 19 novembre 2015 à 14:00:28 par Tiger54 / 0 commentaire / 147 vues

Les ventes au détail ont baissé un peu plus que prévu en octobre, accusant leur recul mensuel le plus prononcé depuis mars, les magasins d'alimentation ayant subi... Lire la suite



Liberia: 450 licenciements chez ArcelorMittal, touché par la baisse des prix du fer

Publié le 19 novembre 2015 à 15:00:28 par Tiger54 / 0 commentaire / 35 vues

ArcelorMittal va licencier 450 personnes au Liberia pour compenser ses pertes consécutives à la chute mondiale des prix du minerai de fer, a annoncé jeudi une porte-parole... Lire la suite



Suisse: Le taux d'insolvabilité va augmenter de 4%

Publié le 18 novembre 2015 à 12:00:40 par Tiger54 / 0 commentaire / 257 vues

Le taux d'insolvabilité devrait augmenter en Suisse de 4% en 2015, selon Euler Hermes. Cette hausse provient de l'abandon du taux plancher de l'euro,... Lire la suite



Canada: Enbridge supprime 5 % de sa main-d'oeuvre

Publié le 18 novembre 2015 à 11:00:27 par Tiger54 / 0 commentaire / 197 vues

L'entreprise énergétique Enbridge supprime 5 % de ses postes au Canada et aux États-Unis. 500 personnes perdront leurs emplois et 100 postes qui n'étaient pas... Lire la suite



France: le déficit budgétaire devrait encore dérapé l'an prochain

Publié le 18 novembre 2015 à 10:00:36 par Tiger54 / 1 commentaire / 338 vues

Les députés s'apprêtent ce mardi à voter un budget 2016 qui prévoit une hausse de 500 millions d'euros du déficit. Ce montant devrait augmenter dans les... Lire la suite



Belgique: Philips Turnhout entend supprimer 159 emplois avant la fin de l'année prochaine

Publié le 18 novembre 2015 à 09:00:40 par Tiger54 / 0 commentaire / 285 vues

Philips Turnhout a annoncé ce mardi, au cours d'un conseil d'entreprise extraordinaire, son intention de supprimer 159 emplois d'ici la fin de l'année prochaine,... Lire la suite



Les investissements chinois en Afrique s'écroulent de 40%

Publié le 18 novembre 2015 à 07:00:29 par Tiger54 / 0 commentaire / 302 vues

Les investissements chinois en Afrique ont chuté de plus de 40% en glissement annuel durant le premier semestre, a annoncé Pékin mardi, le ralentissement économique du... Lire la suite



Les investissements miniers ont reculé de 35% au Québec

Publié le 18 novembre 2015 à 06:00:07 par Tiger54 / 0 commentaire / 221 vues

Les investissements miniers ont reculé pour une deuxième année consécutive au Québec en 2014, une tendance qui, selon l'Institut de la statistique du Québec... Lire la suite



Etats-Unis: la production industrielle de nouveau en baisse

Publié le 18 novembre 2015 à 05:00:04 par Tiger54 / 0 commentaire / 227 vues

La production industrielle aux États-Unis a de nouveau baissé en octobre pour le deuxième mois consécutif, selon les données publiées mardi par la Réserve fédérale... Lire la suite



Canada: le recours aux banques alimentaires encore en hausse

Publié le 18 novembre 2015 à 04:00:45 par Tiger54 / 0 commentaire / 278 vues

Une étude nationale divulguée mardi conclut que le recours aux banques alimentaires s'est accru pour la deuxième année d'affilée au Canada et qu'il... Lire la suite